

## **Les eurodéputés S&D maintiennent la pression sur les États membres pour exclure les minerais de conflit du marché de L'UE**

---

MARTIN DE LA TORRE, Victoria

05/04/2016

Des représentants du Parlement européen et des négociateurs des États membres se sont rencontrés, aujourd'hui pour tenter de trouver un compromis sur le Règlement des minerais de conflit. Le but du Parlement est d'adopter un cadre juridique qui garantisse la traçabilité de l'étain, du tantale, et de l'or afin de s'assurer que la vente des produits contenant ces minerais (smartphones, ordinateurs, etc) ne serve pas à financer des milices armées ou à provoquer des violations des droits de l'homme dans les zones de conflit.

Les négociateurs S&D insistent sur un cadre juridiquement contraignant afin que le commerce équitable ne dépende pas seulement du bon vouloir des sociétés.

### **Gianni Pittella, président du Groupe S&D, a déclaré :**

"L'Union européenne doit traduire ses valeurs en actes et en lois transparentes. Le Groupe des Socialistes et Démocrates a engagé une campagne forte contre les minerais de conflit et nous entrevoyons un espoir dans des régions comme la République démocratique du Congo affectées par la guerre et la violence à cause de l'avidité de quelques multinationales. Les États membres ont une opportunité historique d'avoir un véritable impact et de faire la différence. Nos citoyens n'ont cessé de montrer qu'ils veulent être en mesure de prendre des décisions éthiques, donnons-leur les informations auxquelles ils ont droit. Nous ne pouvons accepter que l'UE soit directement ou indirectement responsable de la violation des droits humains en utilisant des produits qui fomentent les conflits armés et la violence en Afrique et ailleurs."

### **L'eurodéputée Marie Arena, porte-parole du Groupe S&D sur les minerais de conflit, a ajouté :**

Aujourd'hui, le Parlement européen a fait preuve de flexibilité et d'ouverture pour négocier un compromis autour d'un règlement qui soit efficace par rapport aux objectifs poursuivis tout en évitant une lourdeur administrative pour les petites entreprises. Or le Conseil n'a pas été capable de présenter un mandat de négociation à ce stade. Si le Conseil prend au sérieux l'objectif de combattre des violations des droits humains au nom du profit, il doit désormais montrer une flexibilité pour aller vers un règlement qui couvre les matières premières mais également les produits qui les contiennent.

### **David Martin, eurodéputé porte-parole du Groupe S&D pour le commerce international, a également déclaré :**

Les ressources naturelles doivent être une bénédiction pas une malédiction. Un système obligatoire est vraiment vital, notre Groupe politique s'engage fermement pour y parvenir tôt ou tard. De grandes lignes directrices volontaires ont été mises en place depuis cinq ans et plus de 80 % des entreprises ont décidé de ne pas divulguer d'information sur leur chaîne d'approvisionnement par diligence raisonnable. Ces exigences contraignantes, sans être un poids supplémentaire dans toute la chaîne d'approvisionnement, feront une grosse différence pour tous ceux présents dans les zones de conflit.

### **Note aux rédacteurs:**

Le but du règlement est de rompre les liens entre commerce, extraction de minerais et financement des conflits armés. Au lieu d'interdire les importations depuis les zones de conflit, le règlement vise à créer un marché européen responsable des minerais issus de zones de conflit. L'étain, le tungstène, le tantale, et l'or sont présent partout dans notre quotidien, dans les smartphones, tablettes, téléphones, appareils médicaux, etc. L'Europe consomme 25% de ces minerais et elle est le second plus gros importateur d'ordinateurs portable et de smartphones au monde. Nous avons un rôle clé à jouer dans la mise en place de ce marché responsable.